

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.401/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 10 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant suppression des titres au porteur", a donné le 1^{er} juin 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'avant-projet de loi tend à interdire, à partir du 1^{er} janvier 2008, l'émission de titres au porteur tant par les sociétés par actions que par les personnes morales de droit public et à imposer la conversion en titres nominatifs ou en titres dématérialisés des titres au porteur émis avant la publication de la nouvelle loi au plus tard le 31 décembre 2013 (article 6) et des titres au porteur émis entre la date de publication de la nouvelle loi et le 1^{er} janvier 2008 au plus tard le 31 décembre 2012 (article 7).

L'avant-projet procède ensuite, dans un chapitre 2, à la modification des dispositions du Code des sociétés de manière à y traduire la suppression des titres au porteur.

2. Depuis une loi du 7 avril 1995 ¹, le Code des sociétés (C. Soc.) prévoit déjà qu'il peut exister dans les sociétés anonymes et dans les sociétés en commandite par actions des actions, des parts bénéficiaires, des obligations et des droits de souscription sous forme de titres dématérialisés (C. Soc., article 460). Il définit le titre dématérialisé, son mode de transmission (C. Soc., article 468), régit sa mise en gage (C. Soc., article 470), les rapports du propriétaire de titres dématérialisés avec le teneur de comptes et avec la société émettrice, les droits du propriétaire de titres dématérialisés en cas de faillite du teneur de comptes (C. Soc., article 471), les modalités de paiement des dividendes, intérêts et capitaux échus (C. Soc., article 473), etc.

(1) Loi du 7 avril 1995 modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 et modifiant l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des valeurs mobilières.

Comme le rappelle l'exposé des motifs, ces dispositions sont inapplicables à défaut pour le Roi d'avoir pris un arrêté d'exécution (voir C. Soc., articles 468 et 475).

3. L'attention de l'auteur est en outre attirée sur le fait que le Code des sociétés n'est pas le seul texte légal qu'il convient d'adapter compte tenu de la suppression des titres au porteur.

Sont ainsi notamment aussi visées la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire et la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt.

Certes, l'article 12, § 1^{er}, de l'avant-projet habilite le Roi à

"(...) modifier et/ou abroger tout ou partie des lois et règlements qui contiennent des dispositions relatives aux titres au porteur afin d'assurer leur concordance avec la présente loi".

Toutefois, dans un but de cohérence, il conviendrait que l'auteur ne répète pas dans le dispositif ce qui figure déjà dans le Code des sociétés ainsi que dans les deux lois précitées, entre autres en ce qui concerne la définition des titres dématérialisés, le recours à des organismes de liquidation et le teneur de compte agréé.

D'autre part, comme il le fait pour le Code des sociétés, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de prévoir, dans le texte en projet, les adaptations à apporter notamment aux lois du 2 janvier et du 22 juillet 1991, précitées. Ce faisant, il fera apparaître plus clairement comment se combinent les dispositions autonomes en projet et celles du Code des sociétés ou d'autres législations spécifiques appelées à s'appliquer par défaut.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

1. L'article 2 définit la notion de personne morale de droit public à laquelle se réfère l'article 3 ².

Il faudrait d'abord définir ce qu'on entend par titres. À cet égard, l'article 3 se borne à indiquer qu'il s'agit des titres "représentatifs ou non du capital social, quelle que soit leur nature".

Il serait plus clair de définir les titres comme étant "les titres qui sont susceptibles de revêtir la forme de titres au porteur" et d'indiquer dans l'exposé des motifs les principales catégories de ces titres, à savoir :

- les actions, parts bénéficiaires et droits de souscription émis par les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions (droits sociaux énumérés par l'article 460 du Code des sociétés - L'avant-projet ne peut concerner les parts sociales des autres sociétés régies par le Code des sociétés, qui sont nécessairement nominatives);
- les certificats représentatifs d'actions dans de telles sociétés en cas de certification;
- les certificats de fonds communs de placement et les certificats fonciers;
- les obligations, bons de caisse et autres titres d'emprunt.

Viendrait ensuite la définition des personnes morales de droit public qui fait l'objet de l'article 2 de l'avant-projet.

⁽²⁾ Contrairement à ce qu'indique le texte de l'article 2, il ne s'agit pas d'une définition des titres émis par une personne morale de droit public, mais de ces personnes morales elles-mêmes.

Article 3

1. L'alinéa 2 de l'article 3 constitue une redite des dispositions existantes dans le Code des sociétés et les législations spécifiques précitées (voir article 468 du Code des Sociétés et article 3 de la loi du 2 janvier 1991, précitée).

Il est dès lors inutile et doit en conséquence être omis.

2. Il est proposé de rédiger l'article 3 de la manière suivante :

"Art. 3. À dater du 1^{er} janvier 2008, les personnes morales de droit privé ou de droit public régies par le droit belge ne peuvent plus émettre des titres sous la forme de titres au porteur".

Un second alinéa devrait, le cas échéant, étendre cette interdiction aux personnes morales de droit étranger lorsque l'émission est régie conventionnellement par le droit belge.

Articles 4 et 5

Par titres au porteur inscrits en compte, l'avant-projet paraît viser les titres au porteur déposés à découvert dans une banque. Cette disposition ne peut évidemment s'appliquer qu'aux banques belges ou aux établissements belges de banques étrangères.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser à partir de quand les titres au porteur inscrits en compte ne peuvent plus faire l'objet d'une délivrance physique : il est permis de présumer que c'est à partir du 31 décembre 2007.

L'article 5 doit être fusionné avec l'article 4.

En ce qui concerne les frais de conversion, le texte n'indique pas qui les supportera : la banque ou l'organisme émetteur ?

.../...

Articles 6 et 7

L'article 6 vise les titres au porteur émis avant la publication de la loi en projet et l'article 7 vise les titres émis après la publication de la loi en projet mais avant le 1^{er} janvier 2008.

La seule différence entre les deux hypothèses est la date à laquelle la conversion doit être demandée : au plus tard le 31 décembre 2013 dans le premier cas et au plus tard le 31 décembre 2012 dans le second cas.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas l'utilité de cette différence ni la nécessité de prévoir deux dispositions distinctes.

Article 8

L'article 8 règle le sort des titres au porteur dont la conversion n'a pas été demandée "à l'expiration des délais prévus par la présente loi". Il faut préciser qu'il s'agit des délais prévus aux articles 6 et 7.

Eu égard à l'alinéa 2, il n'est pas exact que les titres au porteur sont convertis de plein droit en titres dématérialisés. Il faut préciser qu'ils ne sont convertis en titres dématérialisés que si, au plus tard le jour de l'expiration du délai, l'émetteur n'a pas décidé la conversion en titres nominatifs.

Il faut en outre préciser comment cette décision est portée à la connaissance du public dans le cas où l'émetteur n'est pas une société (si l'émetteur est une société, la publicité de la décision est réglée par l'article 8, alinéa 2, dernière phrase).

L'alinéa 3 de l'article 8 doit être complété pour préciser qu'il s'applique aussi bien en cas de conversion en titres dématérialisés qu'en cas de conversion en titres nominatifs.

Article 10

1. Selon le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er},

"À la date du 31 décembre 2015, les titres cotés sur un marché réglementé dont le propriétaire reste inconnu sont vendus sur un marché réglementé par l'émetteur."

On ne peut prévoir que cette vente doit avoir lieu le 31 décembre 2015 (date à laquelle la Bourse n'est pas nécessairement ouverte) : mieux vaut rédiger le texte de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} comme suit :

"Art. 10. § 1^{er}. Les titres cotés sur un marché réglementé dont le propriétaire reste inconnu à la date du 31 décembre 2015, sont vendus par l'émetteur sur ce marché réglementé."

Le texte ne prévoit aucune sanction si l'émetteur ne procède pas à la vente à la date prévue.

À l'alinéa 2, ne faut-il pas prévoir, outre la publication au Moniteur belge, la publication dans trois organes de presse (un dans chacune des trois langues nationales) ?

À l'alinéa 4, il convient de viser l'article 8 et non l'article 6. De même, à l'alinéa 4 du paragraphe 2, il convient de viser l'article 8 au lieu de l'article 7.

2. Les trois derniers alinéas du paragraphe 1^{er} sont reproduits littéralement dans les trois derniers alinéas du paragraphe 2. Pour éviter cette répétition, il y a lieu de faire de ces trois alinéas communs aux paragraphes 1 et 2 un nouveau paragraphe 3 qui vise à la fois l'hypothèse du paragraphe 1^{er} et l'hypothèse du paragraphe 2.

3. En ce qui concerne l'article 10, § 2, même si les modalités de la mise en vente doivent faire l'objet d'un arrêté royal, il serait utile de préciser dans le texte qu'il doit s'agir d'une vente publique aux enchères.

.../...

4.1. Le paragraphe 3 de l'article 10 prévoit :

"La personne qui demande la restitution des sommes issues de la vente visée aux § 1^{er} et 2 et qui sont déposées à la Caisse des dépôts et consignations, est redevable d'une amende calculée par année de retard à partir du 31 décembre 2015.

Le montant de cette amende est, par année de retard, égale à 10 % de la somme qui fait l'objet de la demande de restitution."

Cette disposition appelle les observations suivantes.

4.2. Le Conseil d'État n'aperçoit pas quelle faute dans le chef du propriétaire du titre, l'amende est destinée à sanctionner et ce, d'autant plus que l'absence de demande de conversion dans les délais est essentiellement dommageable pour le propriétaire des titres et s'expliquera le plus souvent par son ignorance ou sa négligence.

Il n'aperçoit pas non plus pourquoi seuls les propriétaires de titres au porteur non convertis dans le délai imparti seront redevables de cette amende alors même que d'autres titres peuvent être déposés à la Caisse des dépôts et consignations sans qu'une telle sanction soit prévue à l'égard de leurs propriétaires venant revendiquer leur propriété.

Par ailleurs, à l'expiration d'un certain délai, les fonds déposés à la Caisse des dépôts et consignation reviennent à l'État : l'article 26 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 ³ prévoit en effet :

"Les titres ou valeurs reçues par la Caisse des dépôts et consignations deviennent propriété de l'État à l'expiration d'un délai de trente ans, à compter de la date de dépôt ou de la dernière opération, s'ils n'ont fait l'objet d'aucune revendication."

Le système envisagé par l'avant-projet est dès lors disproportionné tant dans le montant que dans la gradation prévue puisqu'il aboutit, par l'application de l'amende administrative de 10 % par année de retard, à priver le propriétaire de son titre à l'expiration de dix ans tandis que l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935, précité, lui octroie un délai de revendication de trente ans.

⁽³⁾ Arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934.

Article 11

Au paragraphe 1^{er}, il y a lieu de préciser, d'une part, à quelles autorités publiques la Caisse des dépôts et consignations communique les données dont elle dispose concernant le propriétaire ayant demandé la restitution des sommes issues de la vente de ses titres et, d'autre part, à quelles fins cette communication doit être opérée.

Article 12

1. Au paragraphe 1^{er}, il n'y a pas lieu de prévoir une habilitation expresse au Roi en ce qui concerne les modifications à apporter à un règlement.

2. Au paragraphe 2, 1°, il faut viser les "conventions régies par le droit belge" au lieu de "conventions sous droit belge".

3. Il convient par ailleurs de mieux expliciter la portée des exceptions que le Roi est habilité à établir, en vertu du paragraphe 2, 2°, plus particulièrement en ce qui concerne celle prévue au b) (et non d)) lorsque les emprunts sont émis sous le régime d'un droit étranger.

4. En matière de dettes des Communautés et des Régions, l'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que n'est pas réglée la question des exceptions qui peuvent être établies au dispositif de l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet pour les conventions qui constituent des contrats d'emprunts conclus par des personnes morales de droit public autres que l'État fédéral ou en dépendant.

Cette question doit être réglée de manière analogue à ce qui est prévu pour la dette de l'État fédéral par le paragraphe 2, 2°, de l'article 12 de l'avant-projet.

5. La concertation avec le Ministre des finances, telle que prévue au paragraphe 3, préalablement à l'adoption par les Communautés et les Régions de toutes mesures en vue de se conformer à la loi, ne peut être prévue que par une loi votée à la majorité spéciale.

Cette disposition doit, en conséquence, être omise de l'avant-projet.

Article 20

Le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi la troisième phrase de l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} de l'article 503 du Code des sociétés n'a pas également fait l'objet d'une adaptation technique dès lors qu'il y est aussi recouru à la notion de titre au porteur.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	J. KIRKPATRICK,	assesseurs de la section de législation,
	J.-C. SCHOLSEM,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.401/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 mei 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende afschaffing van de effecten aan toonder", heeft op 1 juni 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het voorontwerp van wet strekt ertoe zowel vennootschappen op aandelen als publiekrechtelijke rechtspersonen te verbieden om vanaf 1 januari 2008 nog effecten aan toonder uit te geven en strekt ertoe te bepalen dat de vóór de bekendmaking van de nieuwe wet uitgegeven effecten aan toonder uiterlijk op 31 december 2013 (artikel 6) en de tussen de datum van bekendmaking van de nieuwe wet en 1 januari 2008 uitgegeven effecten aan toonder uiterlijk op 31 december 2012 (artikel 7) moeten worden omgezet in effecten op naam of in gedematerialiseerde effecten.

In hoofdstuk 2 van het voorontwerp worden voorts wijzigingen aangebracht in het Wetboek van Vennootschappen, om de afschaffing van de effecten aan toonder daarin om te zetten.

2. Sinds een wet van 7 april 1995 ¹ bepaalt het Wetboek van Vennootschappen (Wetb. Venn.) reeds dat in naamloze vennootschappen en commanditaire vennootschappen op aandelen, aandelen, winstbewijzen, obligaties en warrants kunnen bestaan in de vorm van gedematerialiseerde effecten (Wetb. Venn., artikel 460). In dat wetboek wordt een definitie gegeven van gedematerialiseerd effect, wordt geregeld hoe zo'n effect kan worden overgedragen (Wetb. Venn., artikel 468), hoe

⁽¹⁾ Wet van 7 april 1995 tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935 en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten.

het in pand kan worden gegeven (Wetb. Venn., artikel 470), wat de verhouding is tussen de eigenaar van gedematerialiseerde effecten en de rekeninghouder en de emittent, welke rechten de eigenaar van gedematerialiseerde effecten heeft in geval van faillissement van de rekeninghouder (Wetb. Venn., artikel 471), hoe vervallen dividenden, interesten en kapitaal worden betaald (Wetb. Venn., artikel 473), enz.

Zoals in de memorie van toelichting wordt vermeld, kunnen die bepalingen slechts worden toegepast als de Koning een uitvoeringsbesluit heeft uitgevaardigd (zie Wetb. Venn., artikelen 468 en 475).

3. De steller wordt bovendien erop attent gemaakt dat het Wetboek van Vennootschappen niet de enige wettekst is die moet worden aangepast, gelet op de afschaffing van de effecten aan toonder.

Zo is onder meer ook een aanpassing nodig van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium en de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen.

Artikel 12, § 1, van het voorontwerp bepaalt weliswaar dat de Koning

"(...) de wetten of regelgevingen die bepalingen bevatten inzake de effecten aan toonder volledig of gedeeltelijk (kan) wijzigen en/of opheffen teneinde de overeenstemming ervan met deze wet te waarborgen",

Ter bevordering van de samenhang zou het thans beter zijn dat de steller in het dispositief niet herhaalt wat al in het Wetboek van Vennootschappen en in de twee voormelde wetten staat. Dat geldt onder meer voor de definitie van gedematerialiseerd effect, de rol van de vereffeningsinstellingen en de erkende rekeninghouder.

Voorts moet de steller van het voorontwerp, net zoals hij voor het Wetboek van Vennootschappen doet, in de ontworpen tekst bepalen welke wijzigingen in het bijzonder in de voormelde wetten van 2 januari en 22 juli 1991 moeten worden aangebracht. Daardoor zal hij duidelijker tot uiting brengen wat het onderlinge verband

.../...

is tussen de ontworpen autonome bepalingen en die van het Wetboek van Vennootschappen of andere specifieke wetgevingen die in absentia moeten worden toegepast.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. Artikel 2 bevat de definitie van het begrip "publiekrechtelijk rechtspersoon" waarnaar in artikel 3 wordt verwezen².

Eerst zou moeten worden gedefinieerd wat onder effecten wordt verstaan. In dat verband wordt in artikel 3 alleen vermeld dat het gaat om effecten "die al dan niet gelden als een deel van het maatschappelijk kapitaal, ongeacht de aard ervan".

Het zou duidelijker zijn de effecten te definiëren als "de effecten die de vorm van effecten aan toonder kunnen hebben" en in de memorie van toelichting de belangrijkste categorieën van die effecten te vermelden, namelijk :

- de aandelen, winstbewijzen en warrants uitgegeven door naamloze vennootschappen en commanditaire vennootschappen op aandelen (vennootschapsrechten opgesomd in artikel 460 van het Wetboek van Vennootschappen - Het voorontwerp kan niet gelden voor de aandelen van de andere vennootschappen waarop het Wetboek van Vennootschappen van toepassing is, die noodzakelijkerwijze op naam zijn);

⁽²⁾ In tegenstelling tot wat in artikel 2 staat, gaat het niet om een definitie van de effecten uitgegeven door een publiekrechtelijk rechtspersoon, maar om die rechtspersonen zelf.

- de certificaten die gelden als aandelen in zulke vennootschappen in geval van certificering;
- de certificaten van beleggingsfondsen en de vastgoedcertificaten;
- de obligaties, kasbons en andere bewijzen van leningen.

Daarna zou de definitie van de publiekrechtelijke rechtspersonen, vervat in artikel 2 van het voorontwerp, komen.

Artikel 3

1. In artikel 3, tweede lid, worden bestaande bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en van de voormelde specifieke wetten herhaald (zie artikel 468 van het Wetboek van Vennootschappen en artikel 3 van de voormelde wet van 2 januari 1991).

Dat lid is bijgevolg overbodig en moet dus vervallen.

2. Voorgesteld wordt om artikel 3 als volgt te stellen :

"Art. 3. Vanaf 1 januari 2008 mogen privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen die onder het Belgische recht vallen geen effecten meer uitgeven in de vorm van effecten aan toonder".

In een tweede lid zou dat verbod in voorkomend geval moeten worden uitgebreid tot de rechtspersonen die onder buitenlands recht vallen, wanneer de uitgifte bij overeenkomst wordt geregeld door het Belgische recht.

Artikelen 4 en 5

Het begrip "effect aan toonder dat op een rekening is ingeschreven" lijkt in het voorontwerp te verwijzen naar effecten aan toonder die in open bewaring zijn gegeven in een bank. Die bepaling kan natuurlijk alleen gelden voor Belgische banken of Belgische vestigingen van buitenlandse banken.

Bovendien moet worden verduidelijkt vanaf wanneer de effecten aan toonder die op een rekening zijn ingeschreven niet meer feitelijk kunnen worden afgegeven : men kan vermoeden dat dit vanaf 31 december 2007 het geval zal zijn.

De artikelen 4 en 5 moeten worden samengevoegd.

In de tekst staat niet wie de omzettingskosten moet betalen : de bank of de emittent ?

Artikelen 6 en 7

Artikel 6 heeft betrekking op de effecten aan toonder die zijn uitgegeven vóór de bekendmaking van de ontworpen wet en artikel 7 op de effecten die worden uitgegeven na de bekendmaking van de ontworpen wet, maar vóór 1 januari 2008.

Het enige verschil tussen de beide gevallen is de datum waarop de omzetting moet worden aangevraagd : uiterlijk op 31 december 2013 in het eerste geval en uiterlijk op 31 december 2012 in het tweede geval.

De Raad van State ziet niet in wat het nut van dat verschil is, noch waarom twee afzonderlijke bepalingen moeten worden gemaakt.

Artikel 8

Artikel 8 regelt wat er geschiedt met de effecten aan toonder waarvan de omzetting niet is gevraagd "bij het verstrijken van de termijnen waarin in deze wet wordt voorzien". Er dient gepreciseerd te worden dat het gaat om de termijnen bepaald in de artikelen 6 en 7.

Gezien het tweede lid is het niet juist dat de effecten aan toonder van rechtswege omgezet worden in gedematerialiseerde effecten. Er dient gepreciseerd te worden dat ze alleen in gedematerialiseerde effecten worden omgezet wanneer de emittent uiterlijk op de dag waarop de termijn verstrijkt, niet beslist heeft ze in effecten op naam om te zetten.

Bovendien moet bepaald worden hoe die beslissing ter kennis van het publiek wordt gebracht ingeval de emittent geen vennootschap is (de bekendmaking van de beslissing in het geval dat de emittent een vennootschap is, wordt geregeld in artikel 8, tweede lid, laatste zin).

Het derde lid van artikel 8 moet zo worden aangevuld dat het zowel van toepassing is in geval van omzetting in gedematerialiseerde effecten, als in geval van omzetting in effecten op naam.

Artikel 10

1. Paragraaf 1, eerste lid, bepaalt het volgende :

"Op 31 december 2015 worden de op een gereglementeerde markt genoteerde aandelen waarvan de eigenaar zich niet heeft doen kennen door de emittent op een gereglementeerde markt verkocht."

Er kan niet bepaald worden dat die verkoop moet plaatsvinden op 31 december 2015 (op welke datum de beurs niet noodzakelijk open is) : het zou beter zijn het eerste lid van paragraaf 1 als volgt te stellen :

"Art. 10. § 1. De op een gereguleerde markt genoteerde aandelen waarvan de eigenaar op 31 december 2015 nog altijd niet bekend is, worden door de emittent op die gereguleerde markt verkocht."

In de tekst wordt niet in een sanctie voorzien indien de emittent niet overgaat tot de verkoop op de voorgeschreven datum.

Moet in het tweede lid niet, naast in de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, voorzien worden in de bekendmaking in drie persorganen (één in elk van de drie landstalen) ?

In het vierde lid dient verwezen te worden naar artikel 8 en niet naar artikel 6. Zo ook moet in het vierde lid van paragraaf 2 verwezen worden naar artikel 8 in plaats van naar artikel 7.

2. De laatste drie leden van paragraaf 1 worden letterlijk overgenomen in de laatste drie leden van paragraaf 2. Om die herhaling te voorkomen dient van die drie leden die dezelfde zijn voor paragraaf 1 en paragraaf 2, een nieuwe paragraaf 3 te worden gemaakt, die zowel betrekking heeft op het geval van paragraaf 1 als op het geval van paragraaf 2.

3. Wat artikel 10, § 2, betreft, zou het goed zijn in de tekst te bepalen dat het moet gaan om een openbare verkoop bij opbod, ook al moeten de nadere regels omtrent de verkoop in een koninklijk besluit worden vastgelegd.

4.1. Paragraaf 3 van artikel 10 bepaalt het volgende :

"De persoon die de teruggave vraagt van de bedragen afkomstig van de verkoop bedoeld in § 2 en 3 (lees § 1 en 2, zoals in de Franse versie) en die gedeponneerd zijn bij de Deposito- en Consignatiekas is een boete verschuldigd, berekend per jaar achterstand vanaf 31 december 2015.

Het bedrag van deze boete is, per jaar achterstand, gelijk aan 10 % van het bedrag dat het voorwerp is van de vraag om teruggave."

Deze bepaling geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

4.2. Het is de Raad van State niet duidelijk voor welke fout begaan door de eigenaar van het effect, die boete als sanctie bedoeld is, en dit te meer daar het uitblijven van een aanvraag om omzetting binnen de termijnen voornamelijk nadelig is voor de eigenaar van de effecten, en in de meeste gevallen te wijten zal zijn aan zijn onwetendheid of zijn nalatigheid.

Het is de Raad van State evenmin duidelijk waarom alleen de eigenaars van effecten aan toonder die niet binnen de toegemeten termijn zijn omgezet, die boete moeten betalen, terwijl andere effecten gedeponneerd kunnen worden bij de Deposito- en Consignatiekas zonder dat in zulk een sanctie is voorzien voor de eigenaars daarvan die hun eigendom komen opeisen.

Bovendien vallen de fondsen die gedeponneerd zijn bij de Deposito- en Consignatiekas na het verstrijken van een bepaalde termijn te beurt aan de Staat : artikel 26 van koninklijk besluit nr. 150 d.d. 18 maart 1935³ bepaalt immers het volgende :

"De door de Deposito- en Consignatiekas ontvangen titels of effecten worden Staatseigendom na verstrijken van een termijn van dertig jaar ingaande de datum waarop zij werden gedeponneerd of waarop de laatste verrichting werd gedaan, indien zij niet werden opgeëist."

(3) Koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 juli 1934.

De regeling waarin het voorontwerp voorziet is dan ook buitensporig zowel wat het bedrag als wat de fasering betreft, aangezien ze, bij toepassing van de administratieve boete van 10 % per jaar achterstand, hierop neerkomt dat ze de eigenaar zijn effect ontnemt zodra 10 jaar verstreken zijn, terwijl hem bij het voornoemde koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935 een termijn van dertig jaar wordt toegekend om de effecten op te eisen.

Artikel 11

In paragraaf 1 dient enerzijds gepreciseerd te worden aan welke overheden de Deposito- en Consignatiekas de gegevens meedeelt waarover zij beschikt met betrekking tot de eigenaar die de teruggave heeft gevraagd van de bedragen die afkomstig zijn van de verkoop van zijn effecten, en anderzijds voor welke doeleinden de mededeling van die gegevens moet plaatsvinden.

Artikel 12

1. Er is geen reden om in paragraaf 1 te voorzien in een uitdrukkelijke machtiging aan de Koning voor wijzigingen die in een verordening moeten worden aangebracht.

2. In paragraaf 2, 1°, dient er sprake te zijn van "overeenkomsten die vallen onder het Belgisch recht" in plaats van "overeenkomsten van Belgisch recht".

3. Bovendien dient de strekking van de uitzonderingen waarin de Koning krachtens § 2, 2°, mag voorzien, nader te worden toegelicht, meer in het bijzonder wat betreft de uitzondering bepaald in b) (in de Franse tekst staat verkeerdelijk d) wanneer de leningen uitgegeven worden onder het stelsel van het buitenlands recht.

.../...

4. Wat de schulden van de gemeenschappen en gewesten betreft, wordt de aandacht van de steller van het voorontwerp gevestigd op het feit dat de kwestie van de uitzonderingen op het bepaalde van artikel 3, eerste lid, van het voorontwerp, waarin kan worden voorzien voor overeenkomsten die leningscontracten zijn afgesloten door andere publiekrechtelijke rechtspersonen dan de federale Staat of publiekrechtelijke rechtspersonen die daarvan afhangen, niet geregeld is.

Die kwestie moet op een soortgelijke wijze worden geregeld als wat bepaald is voor de federale staatsschuld in paragraaf 2, 2°, van artikel 12 van het voorontwerp.

5. In overleg met de Minister van Financiën voorafgaand aan de goedkeuring door de gemeenschappen en gewesten van alle maatregelen om zich naar de wet te gedragen, zoals daarin is voorzien in paragraaf 3, kan alleen worden voorzien bij een wet waarover met een bijzondere meerderheid is gestemd.

Die bepaling moet bijgevolg in het voorontwerp vervallen.

Artikel 20

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de derde zin van het derde lid van paragraaf 1 van artikel 503 van het Wetboek van vennootschappen niet ook een technische aanpassing heeft ondergaan, aangezien ook daarin het begrip effect aan toonder wordt gebruikt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouw	J. JAUMOTTE, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heren	J. KIRKPATRICK, J.-C. SCHOLSEM,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS